

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. La liste des agents désignés conformément aux articles 1^{er}, alinéa 3, et 3, avec indication de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig de artikelen 1, derde lid, en 3 aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en met dezelfde regelmaat aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2570

[C — 2003/00312]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal autorisant l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à autoriser l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification.

Le fondement légal de cet arrêté est constitué, d'une part, en ce qui concerne l'accès aux informations du Registre national, par l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et, d'autre part, en ce qui concerne l'utilisation du numéro d'identification dudit Registre, par l'article 8 de la même loi.

L'Administration de l'Expertise médicale comprend les services suivants :

- l'Office médico-légal;
- le Service de santé administratif;
- le Service de la médecine du travail.

La compétence de l'Office médico-légal pour les ayants droit à une pension ou allocation de guerre est principalement fondée sur la législation suivante :

- les lois coordonnées du 5 octobre 1948 sur les pensions de réparation, telles qu'elles ont été modifiées ultérieurement;
- la loi du 28 juillet 1953, tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918;
- la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement de victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;
- la loi du 11 juillet 1973, modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes de guerre.

Le Service de santé administratif, qui faisait initialement partie du Ministère des Communications, a été transféré par arrêté royal du 16 octobre 1936 au Ministère de la Santé publique de l'époque.

L'arrêté royal du 25 juillet 1969 organique de l'Office médico-social de l'Etat (1) a créé l'Office médico-social de l'Etat qui a été chargé des missions du Service de santé administratif.

(1) *Moniteur belge* du 13 décembre 1969.

L'Office médico-social de l'Etat, qui ne possède pas de personnalité juridique propre, relève administrativement de l'Administration de l'Expertise médicale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2570

[C — 2003/00312]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit waarbij het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, wordt gemachtigd zich toegang te verstrekken tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu te machtigen toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken.

De rechtsgrond van dit besluit wordt gevormd, enerzijds, wat de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister betreft, door artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, en anderzijds, wat het gebruik van het identificatienummer van dit Register betreft, door artikel 8 van dezelfde wet.

Het Bestuur van de Medische Expertise omvat volgende diensten :

- De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst;
- de Administratieve Gezondheidsdienst;
- de Dienst Arbeidsgeneeskunde.

De bevoegdheid van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst voor de rechthebbenden op een oorlogspensioen of -toelage, is voornamelijk gebaseerd op de volgende wetgeving :

- de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, zoals zij later werden gewijzigd;
- de wet van 28 juli 1953, strekkende tot het verwezenlijken van sommige aanpassingen inzake het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers van de oorlog 1914-1918;
- de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, zoals zij later werd gewijzigd;
- de wet van 11 juli 1973, tot wijziging en aanvulling van de wetgeving op de oorlogspensioenen en -renten.

De Administratieve Gezondheidsdienst, die oorspronkelijk bij het Ministerie van Verkeerswezen behoorde, werd bij koninklijk besluit van 16 oktober 1936 overgeheveld naar het toenmalige Ministerie van Volksgezondheid.

Bij koninklijk besluit van 25 juli 1969 tot oprichting van de Sociaal-medische Rijksdienst (1), werd de Sociaal-medische Rijksdienst opgericht, die belast werd met de taken van de Administratieve Gezondheidsdienst.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 13 december 1969.

De Sociaal-medische Rijksdienst, die geen eigen rechtspersoonlijkheid bezit, hangt in administratief verband af van het Bestuur van de Medische Expertise.

En matière de médecine du travail, l'Office médico-social de l'Etat est compétent pour :

- tous les services de l'Etat;
- tous les organismes d'intérêt public soumis à la surveillance du Service de santé administratif;
- tous les organismes qui en feraient la demande.

Le Service de la médecine du travail est chargé des expertises médicales, notamment en ce qui concerne les examens d'admission, les examens d'aptitude, les examens en vue d'une pension prématurée ou dans le cadre des accidents du travail notamment de pilotes, de conducteurs d'auto et de bateliers. Sa compétence se fonde principalement sur la réglementation suivante :

- le Règlement général pour la Protection du Travail;
- la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, telle qu'elle a été modifiée;
- la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifiée par la loi du 13 février 1998.

L'arrêté actuellement soumis à la signature de Votre Majesté règle tant l'accès aux informations que l'utilisation du numéro d'identification par l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

L'accès aux informations est nécessaire pour assurer une gestion plus efficace des dossiers d'expertise. A cette fin, les informations existantes doivent être comparées aux informations du Registre national des personnes physiques.

Dans son avis émis le 28 mars 2001, la Commission de la protection de la vie privée ne formule aucune objection contre l'accès de l'Administration de l'Expertise médicale aux informations du Registre national (point VI B) mais estime qu'il est inopportun de l'autoriser à accéder aux informations concernant la nationalité et la profession.

En ce qui concerne l'information relative à la nationalité, la Commission estime que la demande de cette information n'est justifiée que pour les pilotes et que la connaissance de cette information est susceptible de donner lieu à des discriminations injustifiées pour l'ensemble des personnes concernées, pilotes compris.

Quant à l'information relative à la profession, la Commission estime notamment que cette donnée présente un caractère très peu fiable à l'heure actuelle dans la mesure où il n'existe aucune obligation légale pour les personnes physiques d'informer leurs administrations communales de leurs changements de profession.

C'est pourquoi l'arrêté royal limite l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, 5° et 6°, 8° et 9°, et alinéa 2. Il y a lieu de préciser à cet égard que les informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms), 2° (lieu et date de naissance), 3° (sexe), 5° (résidence principale) et 6° (lieu et date du décès) représentent les informations minimales de base nécessaires pour constituer un dossier portant sur une personne physique.

Il convient en outre de noter que l'accès aux informations relatives à l'état civil (8°) et à la composition du ménage (9°) est également nécessaire. Il est en effet important de connaître l'environnement social de la personne intéressée, notamment lorsque que la décision médicale entraîne une mise à la pension anticipée ou la constatation d'une maladie de longue durée, étant donné les implications financières d'une telle décision.

Pour ce qui concerne l'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la susdite loi du 8 août 1983 (historique des données), le délai à concurrence duquel il peut être remonté dans le temps est fixé à une période de trente ans. Cette période se justifie par le fait qu'il faut pouvoir remonter aussi loin que possible dans le temps pour le motif qu'en cas de décision médicale, une ancienne décision médicale ou une ancienne profession du travailleur peut s'avérer utile. Un dossier du travailleur concerné peut parfois aussi être retrouvé à l'aide d'une ancienne adresse.

L'utilisation du numéro d'identification permettrait à l'Administration de l'Expertise médicale de réduire les risques d'erreur (par exemple en cas de personnes portant le même nom) et de faciliter l'échange d'informations avec les services qui ont également été autorisés à utiliser ce numéro.

De Sociaal-medische Rijksdienst is op het vlak van arbeidsgeneeskunde bevoegd voor :

- alle Rijksdiensten;
- alle instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het toezicht van de Administratieve Gezondheidsdienst;
- alle instellingen die daartoe een aanvraag zouden indienen.

De Dienst Arbeidsgeneeskunde is belast met de medische expertises, inzonderheid inzake aannemingsonderzoeken, geschiktheidsonderzoeken, onderzoeken met het oog op vroegtijdige pensionering of in het kader van arbeidsongevallen onder meer van piloten, autobestuurders en schippers. Zijn bevoegdheid is voornamelijk gegrond op de volgende regelgeving :

- het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;
- de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, zoals zij werd gewijzigd;
- de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wet van 13 februari 1998.

In het besluit dat thans aan Zijne Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, wordt zowel de toegang tot de informatiegegevens als het gebruik van het identificatienummer door het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu geregeld.

De toegang tot de informatiegegevens is noodzakelijk om het beheer van de expertisedossiers doelmatiger te laten verlopen. Hiertoe dienen de bestaande gegevens getoetst te worden aan de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

In het advies dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 28 maart 2001 heeft uitgebracht, heeft zij geen enkel bezwaar tegen de toegang van het Bestuur van de Medische Expertise tot de informatiegegevens van het Rijksregister (punt VI B), doch zij is van oordeel dat geen toegang mag worden verstrekt tot de informatiegegevens betreffende de nationaliteit en het beroep.

Wat het informatiegegeven betreffende de nationaliteit betreft meent de Commissie dat de aanvraag hiervoor slechts gerechtvaardigd wordt voor de piloten en dat deze informatie vatbaar is om aanleiding te geven tot ongerechtvaardigde discriminaties voor alle betrokken personen, de piloten inbegrepen.

Wat het informatiegegeven betreffende het beroep betreft meent de Commissie onder andere dat dit gegeven thans een weinig betrouwbaar gegeven vormt in de mate waarin er geen enkele wettelijke verplichting bestaat voor de natuurlijke personen, om de gemeenten te informeren over de wijzigingen van hun beroep.

Derhalve wordt in het koninklijk besluit de toegang beperkt tot de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 3°, 5° en 6°, 8° en 9°, en tweede lid, bedoelde gegevens. Daarbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 2° (geboorteplaats en -datum), 3° (geslacht), 5° (hoofdverblijfplaats) en 6° (plaats en datum van overlijden) basisgegevens zijn, minimaal noodzakelijk om een dossier betreffende een natuurlijk persoon samen te stellen.

Verder kan gesteld worden dat de toegang tot het informatiegegeven betreffende de burgerlijke staat (8°) en de samenstelling van het gezin (9°) noodzakelijk is. Het is immers belangrijk om de sociale omgeving van de betrokken persoon te kennen, in het bijzonder wanneer de medische beslissing een vervroegde oppensioenstelling of de vaststelling van een langdurige ziekte als gevolg heeft, gezien de financiële weerslag van een dergelijke beslissing.

Wat de toegang tot de opeenvolgende wijzigingen betreft die aan de informatiegegevens, bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de bovenvermelde wet van 8 augustus 1983, zijn aangebracht (historiek van de gegevens), kan in de tijd worden teruggegaan voor een periode van dertig jaar. De rechtvaardiging van deze periode is, dat zo ver mogelijk in de tijd moet kunnen worden teruggedaan, omdat bij een medische beslissing, een vroegere medische beslissing of een vroeger beroep van de werknemer nuttig blijkt te zijn. Ook kan aan de hand van een vroeger adres soms een dossier van de betrokken werknemer opgespoord worden.

Het gebruik van het identificatienummer zou nuttig zijn voor het Bestuur van de Medische Expertise omdat het de risico's van vergissingen (bijvoorbeeld in geval van personen met dezelfde naam) vermindert en de uitwisseling van gegevens gemakkelijker met diensten die eveneens machtiging hebben verkregen dit nummer te gebruiken.

Dans son avis émis le 28 mars 2001 (point VII), la Commission de la protection de la vie privée fixe une condition supplémentaire à l'utilisation externe du numéro d'identification par l'Administration de l'Expertise médicale, à savoir que le numéro d'identification ne peut pas être apposé sur les documents susceptibles d'être portés à la connaissance de tiers autres que les personnes, autorités et organismes visés à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté.

L'article 4 de l'arrêté royal a dès lors été adapté pour tenir compte de cette observation de la Commission (alinéa 3 de cet article).

Dans le respect des règles de protection des données prescrites par l'article 11 de la loi du 8 août 1983 précitée, l'arrêté en projet autorise l'accès au Registre national et l'utilisation de son numéro d'identification :

- au directeur général de l'Administration de l'Expertise médicale;
- au chef de service des services logistiques du Service classement de cette Administration;
- aux agents que les fonctionnaires précités désignent nommément et par écrit au sein de leurs services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs compétences respectives.

Dans son avis du 28 mars 2001, la Commission de la protection de la vie privée formule certaines observations relatives aux personnes autorisées à accéder aux informations du Registre national et à en utiliser le numéro d'identification (point VIII).

Afin de tenir compte de ces observations de la Commission, les dispositions suivantes ont été ajoutées à l'arrêté royal :

- l'article 5 dispose que les agents et personnes qui seront autorisées à accéder aux informations du Registre national et à en utiliser le numéro d'identification devront souscrire une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité des informations obtenues du Registre national;

- l'article 7 dispose que l'identité de toute personne qui sollicitera auprès de l'Administration de l'Expertise médicale les informations du Registre national sera consignée par cette Administration dans un système de contrôle et que ces informations seront conservées pendant six mois.

A cet égard, il a été tenu compte non seulement des missions spécifiques de l'Administration de l'Expertise médicale mais aussi de l'intérêt des personnes auxquelles les informations enregistrées dans cette banque de données sont relatives et au droit qu'ont ces personnes de voir ces informations utilisées de manière compatible avec la protection de leur vie privée.

La Commission souhaite que la liste des personnes autorisées à accéder au Registre national ne lui soit plus envoyée mais tenue à sa disposition et mise à jour de manière permanente.

Cependant, dans de nombreux avis, le Conseil d'Etat estime qu'au regard du principe d'égalité, ce souhait ne pourrait être rencontré qu'à la seule condition que l'ensemble des arrêtés royaux d'autorisation d'accéder aux informations du Registre national soit modifié en ce sens. En outre, le Conseil d'Etat estime que la transmission périodique des listes de personnes autorisées présente l'avantage d'offrir à la Commission une première image des pratiques administratives qui se développent; le défaut de transmission des listes permet à la Commission de détecter rapidement d'éventuelles irrégularités ou négligences et d'agir en conséquence.

La Commission de la protection de la vie privée a émis un avis le 28 mars 2001 et le Conseil d'Etat le 28 janvier 2002.

Le projet d'arrêté tient compte des observations formulées tant par cette Commission que par cette Haute Juridiction.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire
de Votre Majesté,
les très respectueux et très
fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
Antoine DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

In het advies dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 28 maart 2001 heeft uitgebracht (punt VII) stelt zij een bijkomende voorwaarde voor extern gebruik van het identificatienummer door het Bestuur van de Medische Expertise, namelijk dat het identificatienummer niet zou mogen worden aangebracht op de documenten die vatbaar zijn om ter kennis te worden gebracht van andere derden dan de personen, overheden en instellingen, bedoeld in artikel 4, tweede lid, van het besluit.

Derhalve werd artikel 4 van het koninklijk besluit aangepast om rekening te houden met deze opmerking van de Commissie (derde lid van dit artikel).

In naleving van de regels inzake de bescherming van de gegevens voorgeschreven bij artikel 11 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, verleent het ontworpen besluit de machtiging om toegang te hebben tot het Rijksregister en het identificatienummer ervan te gebruiken aan :

- de directeur-generaal van het Bestuur van de Medische Expertise;
- het diensthoofd van de logistieke diensten van de Dienst klasment van dit Bestuur;
- de personeelsleden die door de voornoemde ambtenaren, binnen hun diensten, schriftelijk en bij naam worden aangewezen, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

In haar advies van 28 maart 2001 formuleert de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer sommige opmerkingen met betrekking tot de personen die gemachtigd worden om toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister en het identificatienummer hiervan te gebruiken (punt VIII).

Om rekening te houden met deze opmerkingen van de Commissie werden volgende bepalingen toegevoegd aan het koninklijk besluit :

- artikel 5 bepaalt dat de ambtenaren en personen die toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister en gebruik van het identificatienummer hiervan zullen hebben een verklaring dienen te ondertekenen, waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen;

- artikel 7 bepaalt dat de identiteit van al wie bij het Bestuur van de Medische Expertise de informatiegegevens van het Rijksregister zal opvragen, door dit Bestuur opgetekend wordt in een controlesysteem en dat deze inlichtingen gedurende zes maanden zullen worden bijgehouden.

Hierbij werd niet alleen rekening gehouden met de specifieke opdrachten van het Bestuur van de Medische Expertise, maar ook met het belang van de personen waarop de in deze gegevensbank geregistreerde informatiegegevens betrekking hebben en met het recht van deze personen op een gebruik van de gegevens dat verenigbaar is met de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Commissie wenst dat de lijst van de personen die gemachtigd zijn om toegang te hebben tot het Rijksregister, haar niet meer opgestuurd zou worden, maar permanent ter haar beschikking gesteld en bijgewerkt zou worden.

In talrijke adviezen is de Raad van State nochtans van mening dat, ten opzichte van het gelijkheidsbeginsel, deze wens enkel zou kunnen worden ingewilligd op voorwaarde dat het geheel van koninklijke besluiten tot machtiging om toegang te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister in die zin gewijzigd wordt. Bovendien meent de Raad van State dat de periodieke overdracht van lijsten van gemachtigde personen het voordeel heeft aan de Commissie een eerste beeld te geven van de administratieve praktijken die zich ontwikkelen; het gebrek aan overdracht van de lijsten biedt de Commissie de mogelijkheid eventuele onregelmatigheden of nalatigheden snel te ontdekken en dienovereenkomstig te handelen.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verleende advies op 28 maart 2001 en de Raad van State op 28 januari 2002.

Het ontwerp van besluit houdt rekening met de zowel door deze Commissie als door dit Hoge Rechtscollege, gemaakte opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer
getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
Antoine DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

AVIS N° 08/2001 DU 28 MARS 2001
DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant l'Administration de l'Expertise médicale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5, alinéa 1^{er}, ainsi que l'article 8;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur, datée du 30 janvier 2001 et reçue par la Commission le 2 février 2001;

Vu le rapport de Mme N. Lepoivre,

Emet, le 28 mars 2001, l'avis suivant

I. OBJET DE LA DEMANDE D'AVIS

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis à la Commission vise à autoriser l'Administration de l'Expertise médicale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder à certaines informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification.

II. STRUCTURE DE L'ARRETE ROYAL

Le chapitre I^{er} traite de l'accès aux données du Registre national.

L'article 1^{er} en son alinéa 1^{er} énonce les données pour lesquelles l'accès est sollicité.

En son alinéa 2, il est précisé les tâches pour lesquelles cet accès est demandé.

L'article 2 détermine les limites dans lesquelles les informations obtenues peuvent être utilisées. Le chapitre, il porte sur l'utilisation du numéro d'identification.

L'article 3 autorise les personnes énumérées au chapitre précédent à utiliser le numéro d'identification.

L'article 4 précise les limites dans lesquelles le numéro d'identification du Registre national peut être utilisé.

Le chapitre III porte sur les dispositions finales.

L'article 5 dispose que la liste des personnes énumérées aux chapitres I et II ou désignées conformément à ces dispositions est dressée et transmise à la Commission.

III. REMARQUES GENERALES

L'Administration de l'Expertise médicale fait partie du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Elle comprend 3 services à savoir :

- l'Office médico-légal;
- le Service de santé administratif;
- le Service de la médecine du travail.

Ces différents services sont chargés d'appliquer diverses législations et réglementations qui sont énoncées dans le rapport au Roi.

ADVIES NR. 08/2001 VAN 28 MAART 2001
VAN DE COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER.

Ontwerp van koninklijk besluit waarbij het Bestuur van de Medische Expertise van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu wordt gemachtigd zich toegang te verstrekken tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken

Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid de artikelen 5, eerste lid, en 8;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 30 januari 2001 en door de Commissie ontvangen op 2 februari 2001;

Gelet op het verslag van Mevr. N. Lepoivre,

Brengt op 28 maart 2001 volgend advies uit

I. VOORWERP VAN DE ADVIESAANVRAAG

Het ontwerp van koninklijk besluit, aan de Commissie ter advies voorgelegd, strekt ertoe het Bestuur van de Medische Expertise van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu te hebben tot de informatiegegevens van het Rijksregister en het identificatienummer ervan te gebruiken.

II. STRUCTUUR VAN HET KONINKLIJK BESLUIT

Hoofdstuk I behandelt de toegang tot de gegevens van het Rijksregister.

Artikel 1 somt in zijn eerste lid de gegevens op waarvoor de toegang gevraagd wordt.

In het tweede lid worden de taken gepreciseerd waarvoor deze toegang gevraagd wordt.

Artikel 2 bepaalt de beperkingen waarin de verkregen informatiegegevens gebruikt mogen worden. Hoofdstuk 11 heeft betrekking op het gebruik van het identificatienummer.

Artikel 3 machtigt de in het vorige hoofdstuk opgesomde personen het identificatienummer te gebruiken.

Artikel 4 preciseert de beperkingen waarin het identificatienummer van het Rijksregister gebruikt mag worden.

Hoofdstuk III heeft betrekking op de slotbepalingen.

Artikel 5 bepaalt dat de lijst van de in het eerste en tweede hoofdstuk opgesomde of conform deze bepalingen aangewezen personen, wordt opgesteld en toegezonden aan de Commissie.

III. ALGEMENE OPMERKINGEN

Het Bestuur van de Medische Expertise maakt deel uit van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Het omvat 3 diensten, namelijk :

- de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst;
- de Administratieve Gezondheidsdienst;
- de Dienst Arbeidsgeneeskunde.

Deze verschillende diensten worden belast met de uitvoering van de diverse opgesomde wetgevingen en reglementen, zoals vermeld in het verslag aan de Koning.

IV. LEGISLATIONS APPLICABLES

La problématique de l'accès au Registre national de l'Administration de l'Expertise médicale doit être examinée tant dans le cadre de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (ci-après, loi du 8 août 1983) que dans le cadre de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après, loi du 8 décembre 1992).

A. Loi du 8 août 1983 :

La loi du 8 août 1983 fixe des limites en ce qui concerne les personnes et les organismes qui peuvent être autorisés à consulter le Registre national et à utiliser le numéro d'identification des personnes physiques. Ces limitations portent sur la qualité des organismes et des personnes (voir dans ce sens les articles 5 et 8 de la loi susmentionnée).

L'accès aux données du Registre national est demandé sur base de l'article 5, alinéa 1e de la loi susmentionnée qui dispose : « Le Roi autorise l'accès au Registre national aux autorités publiques, (...) pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret... ».

L'Administration de l'Expertise médicale est une autorité publique créée au sein du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Elle peut par conséquent être autorisée, sur base de cette disposition, à accéder au Registre national.

L'utilisation du numéro d'identification du Registre national est demandée sur base de l'article 8 de cette même loi qui habilite le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à autoriser les autorités publiques et les organismes visés à l'article 5 à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

B. Loi du 8 décembre 1992 :

La loi du 8 décembre 1992 vise à réaliser « (...) un équilibre entre les nécessités de la protection de la vie privée et celles d'une politique administrative, économique et sociale bien organisée (...) » (Rapport MERCKX-VAN GOEY, *Doc. Parl.*, Chambre, S.E., 1991-1992, n° 413/12, p. 6).

Elle énonce les principes généraux en matière de protection de la vie privée et est applicable à toutes les banques de données à caractère personnel (voir l'exposé du Ministre de la Justice, rapport MERCKX-VAN GOEY, cité ci-dessus).

Les informations du Registre national, en ce compris le numéro d'identification, sont des données à caractère personnel au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er} nouveau, de la loi du 8 décembre 1992 susmentionnée.

Elles ne peuvent par conséquent être communiquées que moyennant le respect du prescrit de l'article 4, § 1^{er}, 2°, 3° et 4° de la loi susvisée, lequel dispose que « les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités, compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires applicables. »

Elles doivent « être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement. »

Elles doivent également être « exactes et, si nécessaire, mises à jour, toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données inexacts ou incomplètes, au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement, soient effacées ou rectifiées. »

C. Conclusion

La Commission doit, dès lors, examiner si les finalités et les données pour lesquelles l'Administration de l'Expertise médicale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement demande l'accès aux informations du Registre national des personnes physiques répondent aux critères énoncés ci-dessus.

IV. TOEPASSELIJKE WETGEVINGEN

De problematiek van de toegang tot het Rijksregister van het Bestuur van de Medische Expertise dient zowel in het kader van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (hierna de wet van 8 augustus 1983) als in het kader van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (hierna de wet van 8 december 1992) beschouwd te worden.

A. Wet van 8 augustus 1983 :

De wet van 8 augustus 1983 legt de grenzen vast wat betreft de personen en de instellingen die toegang krijgen tot het Rijksregister en die het identificatienummer van de natuurlijke personen mogen raadplegen. Deze beperkingen slaan op de hoedanigheid van de instellingen en van de personen (zie in deze zin de artikelen 5 en 8 van voornoemde wet).

De toegang tot de gegevens van het Rijksregister wordt gevraagd op grond van artikel 5, eerste lid van voornoemde wet waarin bepaald wordt : « De Koning verleent toegang tot het Rijksregister aan de openbare overheden (...) voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen... ».

Het Bestuur van de Medische Expertise is een openbare instelling, opgericht binnen het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Men kan het Bestuur aldus, op grond van deze bepaling, toegang verlenen tot het Rijksregister.

Het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister wordt gevraagd op basis van artikel 8 van dezelfde wet waardoor, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, de openbare overheden en de instellingen bedoeld bij artikel 5 kan machtigen om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald.

B. Wet van 8 december 1992 :

De wet van 8 december 1992 strekt ertoe « (...) een evenwicht tot stand te brengen tussen de vereisten van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en die van een goed georganiseerd bestuurlijk, economisch en sociaal bestel » (Verslag MERCKX-VAN GOEY, *Parl. St. Kamer*, 1991-1992, nr. 413112, blz. 6).

Daarin worden de algemene beginselen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer geformuleerd en is zij van toepassing op alle gegevensbanken die persoonsgegevens bevatten (zie in dit verband de uiteenzetting van de Minister van Justitie, verslag MERCKX-VAN GOEY, hierboven vermeld).

De in het Rijksregister vervatte informatiegegevens, waaronder het identificatienummer, zijn persoonsgegevens in de zin van artikel 1, nieuwe § 1 van deze wet.

Zij kunnen derhalve slechts meegedeeld worden mits inachtneming van het voorschrift van artikel 4, § 1, 2°, 3° en 4° van voornoemde wet, waarin wordt gesteld dat "persoonsgegevens dienen te worden verwerkt voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en niet verder dienen te worden verwerkt op een wijze die, rekening houden met alle relevante factoren, met name met de redelijke verwachtingen van de betrokkene en met de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen, onverenigbaar is met die doeleinden ».

Zij dienen uitgaande van de doeleinden « toereikend, terzake dienend en niet overmatig te zijn ».

Zij dienen tevens "nauwkeurig te zijn en, zo nodig, te worden bijgewerkt; alle redelijke maatregelen dienen te worden getroffen om de gegevens die, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of waarvoor zij verder worden verwerkt, onnauwkeurig of onvolledig zijn, uit te wissen of te verbeteren. »

C. Conclusie

De Commissie moet derhalve onderzoeken of de doeleinden, waarvoor het Bestuur van de Medische Expertise van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu toegang vraagt tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen, aan de hierboven vermelde criteria beantwoorden.

V. EXAMEN DES FINALITES DU PROJET D'ARRETE ROYAL

L'Administration de l'Expertise médicale souhaite accéder à certaines informations du Registre national dans le cadre des missions qui lui incombent en vertu de nombreuses lois et dispositions réglementaires précisées dans le rapport au Roi. Elle justifie sa demande d'accès par la nécessité d'assurer une gestion plus efficace des dossiers d'expertise en comparant les informations qu'elle possède avec celles du Registre national.

Elle désire utiliser le numéro d'identification à des fins de gestion interne comme moyen d'identification dans ses dossiers, fichiers et répertoires tenus pour l'accomplissement des tâches susmentionnées ainsi que dans ses relations avec certains organismes et autorités publiques (voyez l'article 1^{er}, alinéa 2, ainsi que les articles 2 et 3 du projet d'arrêté royal).

La Commission n'a aucune remarque à formuler quant au caractère suffisamment déterminé et légitime de ces finalités.

Elle estime que les finalités pour lesquelles l'Administration de l'Expertise médicale demande d'accéder au Registre national et à utiliser le numéro d'identification du Registre national sont « déterminées et légitimes » au sens de l'article 4, § 1^{er}, 2^o nouveau de la loi du 8 décembre 1992, dans la mesure où elles font partie de la mission d'intérêt général qui lui a été confiée.

VI. EXAMEN DU CRITERE DE PROPORTIONNALITE

En application de l'article 4, § 1^{er}, 3^o nouveau de la loi du 8 décembre 1992, la Commission doit également examiner si l'accès aux données du Registre national et l'utilisation du numéro d'identification du Registre national « sont adéquats, pertinents et non excessifs ».

A. Données auxquelles l'accès est demandé et justification.

La Commission constate que le projet d'arrêté royal accorde l'accès à toutes les informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er} 1^o à 9^o de la loi du 8 août 1983.

Selon le rapport au Roi, annexé au projet d'arrêté royal, les données mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 6^o de la loi de 1983 à savoir les informations relatives au nom et prénoms (article 3, alinéa 1^{er}, 1^o), lieu et date de naissance (2^o), sexe (3^o), nationalité (4^o), résidence principale (5^o) et lieu et date de décès (6^o) sont les informations minimales nécessaires pour lui permettre de constituer un dossier relatif à une personne physique.

Outre ces données, l'Administration de l'Expertise médicale souhaite accéder aux données concernant la profession (7^o), l'état civil (8^o) et la composition du ménage (9^o).

Selon l'Administration de l'Expertise médicale

- l'information concernant le sexe est enregistrée dans ses fichiers principalement dans un but de traitement statistique. Elle lui est également utile pour le traitement des dossiers médicaux dans lesquels aucun contrôle médical n'est effectué, par exemple lorsque les attestations d'incapacité de travail sont simplement encodées;

- la connaissance de la nationalité est importante principalement lors de l'examen médical des pilotes (la réglementation actuelle devant prochainement, en effet, être adaptée aux règles européennes en la matière);

- la connaissance du lieu de la résidence principale est nécessaire pour lui permettre de travailler avec efficacité et éviter les pertes de temps lors des convocations à des examens médicaux ou lors de l'envoi de ses décisions;

- le lieu et la date de décès lui sont utiles dans la mesure où elle n'est pratiquement jamais informée de la survenance d'un décès, ce qui rend la convocation éventuelle de l'intéressé superflue;

- la profession est un facteur dont il convient de tenir compte lors de la prise d'une décision médicale;

- l'état civil et la composition de famille permettent de connaître l'environnement social de l'intéressé. Lors de la prise d'une décision médicale pouvant entraîner une mise à la pension anticipée ou la constatation une maladie de longue durée, il en est tenu compte, étant donné les implications financières de pareille décision pour l'intéressé.

V. ONDERZOEK VAN DE DOELEINDEN VAN HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT

Het Bestuur van de Medische Expertise wenst in het kader van de taken die hem krachtens de vele in het verslag aan de Koning vermelde wetten en reglementaire bepalingen opgelegd zijn, toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister. Het Bestuur verantwoordt zijn verzoek om toegang door de noodzaak om het beheer van de expertisedossiers doelmatiger te laten verlopen door de informatiegegevens te toetsen aan de gegevens van het Rijksregister.

Het Bestuur wenst het identificatienummer te gebruiken voor intern beheer, als identificatiemiddel in zijn dossiers, bestanden en repertoria die bijgehouden worden voor het vervullen van de hierboven opgesomde taken, alsook in zijn relaties met bepaalde instellingen en openbare overheden (zie het artikel 1, tweede lid, alsook de artikelen 2 en 3 van het ontwerp van koninklijk besluit).

De Commissie heeft geen enkele opmerking inzake het voldoende uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde karakter van deze doeleinden.

De Commissie meent dat de doeleinden waarvoor het Bestuur van de Medische Expertise de toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister en het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister vraagt, « duidelijk omschreven en wettig » zijn in de zin van het nieuwe artikel 4, § 1, 2^o van de wet van 8 december 1992 voor zover zij deel uitmaken van de opdracht van algemeen belang die aan het Bestuur werd toevertrouwd.

VI. ONDERZOEK VAN HET PROPORTIONALITEITSBEGINSEL

In toepassing van het nieuwe artikel 4, § 1, 3^o van de wet van 8 december 1992 dient de Commissie eveneens te onderzoeken of de gegevens van het Rijksregister en het gebruik van het identificatienummer « toereikend, terzake dienend en niet overmatig zijn ».

A. Gegevens waartoe de toegang gevraagd wordt en rechtvaardiging.

De Commissie stelt vast dat het ontwerp van koninklijk besluit de toegang verleent tot alle, in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o van de wet van 8 augustus 1983.

Volgens het verslag aan de Koning, toegevoegd aan het ontwerp van koninklijk besluit, zijn de in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 6^o vermelde gegevens, met name de gegevens betreffende de naam en voornamen (artikel 3, eerste lid, 1^o), de geboorteplaats en -datum (2^o), het geslacht (3^o), de nationaliteit (4^o), de hoofdverblijfplaats (5^o) en de datum en plaats van overlijden (1^o), de minimaal vereiste basisgegevens om een dossier met betrekking tot een natuurlijke persoon samen te stellen.

Behalve tot deze gegevens, wenst het Bestuur van de Medische Expertise toegang tot de gegevens betreffende het beroep (7^o), de burgerlijke staat (8^o) en de samenstelling van het gezin (9^o).

Mening van het Bestuur van de Medische Expertise

- De informatie betreffende het geslacht wordt in zijn bestand opgenomen, voornamelijk met het oog op statistische verwerking. Het is voor het Bestuur tevens nuttig dit te kennen voor de verwerking van medische dossiers waar geen daadwerkelijke medische controle plaatsvindt, bijvoorbeeld bij het encoderen van attesten wegens arbeidsongeschiktheid;

- de kennis van de nationaliteit is voornamelijk van belang bij het medisch onderzoek van piloten (binnen afzienbare tijd dient de huidige reglementering immers aangepast te worden aan de Europese regels terzake);

- de kennis van de hoofdverblijfplaats is noodzakelijk voor het Bestuur om efficiënt te kunnen werken en om tijdverlies te voorkomen bij het opvragen van het correcte adres waarop de oproepen voor medische onderzoeken moeten gebeuren, en bij het opsturen van de beslissingen van het Bestuur;

- de plaats en datum van overlijden is nuttig voorzover het Bestuur vrijwel nooit op de hoogte wordt gesteld van een overlijden waardoor de eventuele oproep van de betrokkene overbodig is;

- het beroep is een factor waarmee rekening dient te worden gehouden bij het nemen van een medische beslissing;

- de burgerlijke staat en de samenstelling van het gezin maken het mogelijk de sociale omgeving van de betrokkene te kennen. Bij het vroegtijdig op pensioen stellen en het vaststellen van een langdurige ziekte wordt dit in aanmerking genomen omdat dergelijke beslissingen een belangrijke financiële weerslag voor de betrokkene hebben.

L'Administration de l'Expertise médicale souhaite accéder aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi du 8 août 1983 pendant une période de trente ans précédant la communication des informations du Registre national.

Elle justifie cette demande par le fait que la connaissance des professions exercées antérieurement présente un intérêt pour prendre une décision médicale et parfois la connaissance des anciennes adresses permet de retrouver des dossiers.

B. Position de la Commission.

La Commission tient d'abord à faire remarquer que les informations relatives aux nom et prénoms (article 3, alinéa 1e, 1^o) et au lieu et date de naissance (2^o) sont les informations minimales nécessaires pour permettre la consultation du Registre national. Les autres informations ne sont pas indispensables.

En l'espèce, la Commission n'a toutefois aucune objection à ce que l'Administration de l'Expertise médicale ait également accès aux informations concernant le sexe (article 3, alinéa 1^{er}, (3^o), la résidence principale (5^o), le lieu et la date du décès (6^o) au vu des justifications fournies. Pour l'état civil (8^o) ainsi que la composition de ménage (9^o) le Commission aurait souhaité une motivation plus précise et plus adéquate.

Par contre, elle estime qu'à défaut d'une justification satisfaisante, il est inopportun de l'autoriser à accéder aux informations concernant la nationalité et la profession.

La Commission est d'autant plus opposée à ce que l'Administration de l'Expertise médicale puisse accéder à la donnée concernant la nationalité de l'intéressé que la justification avancée pour justifier cette demande ne concerne que les pilotes et que la connaissance de cette information supplémentaire est susceptible de donner lieu à des discriminations injustifiées pour l'ensemble des personnes concernées, pilotes compris.

Quant aux informations concernant la profession, la Commission tient tout d'abord à rappeler que cette donnée présente un caractère très peu fiable à l'heure actuelle dans la mesure où il n'existe aucune obligation légale pour les personnes physiques d'informer leurs administrations communales de leur changements de profession. Or ce sont les communes qui sont à la source des informations contenues dans le Registre national et leur mise à jour. Il existe donc de sérieuses probabilités que la donnée profession du Registre national soit inexacte. Enfin et surabondamment, l'Administration de l'Expertise médicale devrait normalement avoir connaissance de la profession des intéressés puisque c'est cette activité professionnelle même qui justifie son intervention. Enfin, en cas de besoin, elle est en mesure d'obtenir des informations plus exactes en demandant auprès de l'administration ou du service compétent le dossier administratif des personnes concernées.

VII. CONDITIONS D'UTILISATION DU NUMERO D'IDENTIFICATION

L'utilisation du numéro d'identification est utile car elle est de nature à réduire les risques d'erreur (par exemple en cas de personnes portant le même nom), et à faciliter l'échange d'informations avec des services qui ont également été autorisés à utiliser ce numéro d'identification.

L'Administration de l'Expertise médicale souhaite utiliser le numéro d'identification :

1) pour un usage interne comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qu'elle tient en vue de l'accomplissement des tâches énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2 (article 4, alinéa 1^{er});

2) pour un usage externe dans les relations nécessaires à l'accomplissement des tâches énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2 du projet, avec

- le titulaire du numéro d'identification ou son représentant légal;

- les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 et qui agissent dans le cadre de leurs compétences légales et réglementaires (article 4, alinéa 2).

Het Bestuur van de Medische Expertise wenst toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die zijn aangebracht aan de informatiegegevens, bedoeld in artikel 3, eerste lid van voornoemde wet van 8 augustus 1983, ten belope van een periode van dertig jaar vóór de mededeling van de informatiegegevens van het Rijksregister.

Het Bestuur verantwoordt dit door het feit dat de kennis van de voordien uitgeoefende beroepen belangrijk is om een medische beslissing te nemen en de kennis van vroegere adressen toelaat dossiers op te sporen.

B. Standpunt van de Commissie.

De Commissie wenst eerst op te merken dat de informatiegegevens betreffende de naam en voornamen (artikel 3, eerste lid, 1^o) en de geboorteplaats en datum (2^o) de minimale gegevens zijn die noodzakelijk zijn om de raadpleging van het Rijksregister mogelijk te maken. De overige informatiegegevens zijn niet essentieel.

In casu heeft de Commissie er evenwel geen enkel bezwaar tegen dat het Bestuur van de Medische Expertise eveneens toegang heeft tot de informatiegegevens betreffende het geslacht (artikel 3, eerste lid, 3^o), de hoofdverblijfplaats (5^o) en de plaats en datum van overlijden (6^o), in het licht van de vertrekte informatiegegevens. Voor de burgerlijke staat (8^o), alsook voor de samenstelling van het gezin (9^o) had de Commissie een preciezere en adequatere motivering gewenst.

Zij meent daarentegen dat het, bij gebrek aan een voldoende rechtvaardiging, niet raadzaam is het Bestuur toegang te verlenen tot de informatiegegevens betreffende de nationaliteit en het beroep.

De Commissie is er des te meer tegen gekant dat het Bestuur van de Medische Expertise toegang zou krijgen tot het gegeven betreffende de nationaliteit van de betrokken persoon daar de aangevoerde rechtvaardiging met betrekking tot dit verzoek enkel de piloten betreft en de kennis van deze bijkomende informatie aanleiding zou kunnen geven tot onterechte discriminaties voor alle betrokken personen, met inbegrip van de piloten.

Inzake het informatiegegeven « het beroep », wenst de Commissie er tevens aan te herinneren dat dit gegeven tegenwoordig weinig betrouwbaar is, voorzover er voor de natuurlijke personen geen enkele wettelijke verplichting bestaat om de veranderingen van beroep door te geven aan hun gemeentebesturen. En het zijn nu juist de gemeenten die zich bij de bron bevinden van de informatiegegevens die het Rijksregister omvat, alsook van het bijwerken ervan. Er is dus veel kans dat het gegeven over het beroep in het Rijksregister onjuist is. Tenslotte en overduidelijk genoeg zou het Bestuur van de Medische Expertise normaal gezien kennis moeten hebben van het beroep van de betrokkene aangezien uitgerekend deze beroepsactiviteit zijn tussenkomst rechtvaardigt. Tot slot kan het Bestuur, zo nodig, exactere informatiegegevens verkrijgen door bij het bevoegde bestuur of de bevoegde dienst het administratief dossier van de betrokken personen te vragen.

VII. VOORWAARDEN TOT GEBRUIK VAN HET IDENTIFICATIENUMMER

Het gebruik van het identificatienummer is nuttig, want het vermindert risico's op vergissingen (bijvoorbeeld voor twee personen met dezelfde naam) of het vergemakkelijkt informatieuitwisselingen met de diensten die eveneens gemachtigd werden om dit identificatienummer te gebruiken.

Het Bestuur van de Medische Expertise wenst het identificatienummer te gebruiken :

1) voor intern gebruik als identificatiemiddel in de dossier, bestanden en repertoria die het Bestuur bijhoudt, voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, opgesomde taken (artikel 4, eerste lid);

2) voor extern gebruik in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid opgesomde taken noodzakelijk zijn, met :

- de houder van het identificatienummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

- de openbare overheden en instellingen die zelf de in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 bedoelde machtiging hebben verkregen en die optreden in het kader van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden (artikel 4, tweede lid).

La Commission constate que l'utilisation du numéro d'identification a été limitée. Il ne peut, sauf exception, être communiqué à des tiers.

Il conviendrait que l'arrêté royal dispose également que le numéro d'identification ne peut être apposé sur des documents susceptibles d'être portés à la connaissance de tiers autres que les personnes, autorités et organismes susvisés.

VIII. PERSONNES AUTORISEES A ACCEDER AUX INFORMATIONS DU REGISTRE NATIONAL ET A UTILISER LE NUMERO D'IDENTIFICATION

L'article 1^{er}, alinéa 3 du projet accorde l'accès aux données du Registre national aux personnes suivantes :

1) au directeur général de l'Administration de l'Expertise médicale;

2) au chef de service des services logistiques du service classement de cette administration;

3) aux agents que les fonctionnaires visés au 1) et 2) désignent nommément et par écrit compte tenu de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives, ont été désignés nommément et par écrit à cette fin.

Ces mêmes personnes sont autorisées à utiliser le numéro d'identification.

La Commission regrette que le projet d'arrêté royal ne prévoise aucune disposition imposant aux personnes qui auront accès aux données du Registre national et qui utiliseront le numéro d'identification de souscrire une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à préserver le caractère confidentiel des informations auxquelles elles auront accès.

Elle déplore l'absence totale d'indication quant aux mesures de sécurité qui doivent être prises au sein de l'Administration de l'Expertise médicale afin de garantir la sécurité et la confidentialité des informations du Registre national.

Le projet prévoit aussi que la liste des fonctionnaires et agents, avec l'indication de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise à la Commission (article 5). A cet égard, la Commission répète son souhait, formulé depuis janvier 1999, que la liste de ces personnes ne lui soit pas envoyée périodiquement mais plus simplement mise à sa disposition et constamment mise à jour.

Par ces motifs,

La Commission, sous réserve des remarques émises ci-dessus quant à l'accès aux données du Registre national concernant la nationalité et la profession, émet un avis favorable sur le projet d'arrêté royal.

AVIS N° 32.328/2 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 5 octobre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal « autorisant l'Administration de l'Expertise médicale du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification », a donné le 28 janvier 2002 l'avis suivant :

Examen du projet Observation préalable

Dans son avis sur l'arrêté en projet, la Commission de la protection de la vie privée souhaite qu'une justification précise et adéquate soit donnée quant à l'accès de l'Administration de l'Expertise médicale aux informations concernant l'état civil et la composition du ménage. Le rapport au Roi doit être complété en conséquence.

Préambule

Alinéa 1^{er}

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

« ..., notamment l'article 5, alinéa 1^o, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 30 mars 1995 et 31 mai 2001, et l'article 8...; ».

De Commissie stelt vast dat het gebruik van het identificatienummer wordt beperkt : het kan, behoudens uitzondering, niet aan derden meegedeeld worden.

Het zou wenselijk zijn dat het koninklijk besluit eveneens een bepaling voorziet dat het identificatienummer niet mag worden aangebracht op stukken die ter kennis worden gebracht van derden, die niet behoren tot voornoemde personen, overheden en instellingen.

VIII. PERSONEN AAN WIE TOEGANG VERLEEND WORDT TOT DE INFORMATIEGEVENS VAN HET RIJKSREGISTER EN DIE GEMACHTIGD ZIJN HET IDENTIFICATIENUMMER TE GEBRUIKEN

Artikel 1, derde lid van het ontwerp verleent de volgende personen toegang tot het Rijksregister

1) aan de directeur-generaal van het Bestuur van de Medische Expertise;

2) aan het diensthoofd van de logistieke diensten van de dienst Klasement, van dit Bestuur;

3) aan de personeelsleden die de onder 1) en 2) vermelde ambtenaren binnen hun diensten bij naam en schriftelijk aanwijzen, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

Diezelfde personen zijn gemachtigd het identificatienummer te gebruiken.

De Commissie betreurt dat het ontwerp van koninklijk besluit geen enkele bepaling voorziet inzake de verplichting voor de personen die gemachtigd zijn toegang te hebben tot het Rijksregister om er zich schriftelijk toe te verbinden de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens tot welke zij toegang hebben, te bewaren.

De Commissie betreurt het volledig ontbreken van veiligheidsmaatregelen die binnen het Bestuur van de Medische Expertise dienen te worden genomen, en die tot doel hebben de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens van het Rijksregister te waarborgen.

Het ontwerp voorziet ook dat de lijst van de personeelsleden met vermelding van hun titel en hun functie, jaarlijks opgesteld en aan de Commissie toegezonden wordt (artikel 5). In dat opzicht herhaalt de Commissie haar sinds januari 1999 geuite wens dat de lijst met gemachtigde personen niet periodiek, maar gewoonweg op haar aanvraag tot haar beschikking gesteld en voortdurend bijgewerkt zou worden.

Om deze redenen,

brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hierboven vermelde opmerkingen betreffende de toegang tot de gegevens van de nationaliteit en het beroep, een gunstig advies uit over het ontwerp van koninklijk besluit.

ADVIES NR. 32.328/2 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 oktober 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij het Bestuur van de Medische Expertise van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, wordt gemachtigd zich toegang te verstrekken tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken », heeft op 28 januari 2002 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp Voorafgaande opmerking

In haar advies over het ontworpen besluit uit de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de wens dat er een precieze en relevante rechtvaardiging wordt gegeven wat betreft de toegang van het Bestuur van de Medische Expertise tot de informatiegegevens betreffende de burgerlijke staat en de samenstelling van het gezin. Het verslag aan de Koning behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Aanhef

Eerste lid

Dat lid behoort te worden gesteld als volgt :

« ... inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 30 maart 1995 en 31 mei 2001, en op artikel 8...; ».

Alinéas 2 à 15

L'arrêté en projet est pris en application des articles 5, alinéa 1^{er}, et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, tels que visés à l'alinéa 1^{er} du préambule. Ces dispositions constituent le seul fondement légal du texte en projet.

Le rappel des autres dispositions mentionnées dans le préambule a pour unique objectif de déterminer la portée du texte en mentionnant le cadre légal et réglementaire dans lequel il intervient.

Ces dispositions peuvent utilement figurer dans le rapport au Roi, qui en mentionne déjà certaines. Dès lors que le rapport au Roi énonce des règles juridiques qui constituent les conditions légales d'intervention du Roi, il n'est pas indispensable de les rappeler dans le préambule (1).

Si elles sont néanmoins maintenues dans le préambule, les règles juridiques en question doivent être mentionnées sous forme de considérants et non de visas, dans l'ordre décroissant de leur intensité de force obligatoire et dans l'ordre chronologique. Il convient de corriger le classement des alinéas du préambule en ce sens.

Ces considérants doivent être rédigés sous la forme suivante :

« Considérant que la loi (l'arrêté royal,...) du..., trouve à s'appliquer, ».

L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur le fait qu'il est utile d'indiquer avec précision quelles sont les dispositions des textes visés dans ces considérants qui sont spécifiquement nécessaires à la compréhension du projet d'arrêté royal.

Alinéa 2

Il convient de rédiger le considérant comme suit :

« Considérant que la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, trouve à s'appliquer; ».

Alinéa 3

Il convient de rédiger le considérant comme suit :

« Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2001, notamment l'article 4, trouve à s'appliquer; ».

Alinéa 5

Il convient de compléter le considérant comme suit :

« ... de leur travail, modifiée par les lois des 13 février 1998, 28 février 1999, 5 mars 1999 et 7 avril 1999, trouve à s'appliquer; ».

Alinéa 7

Il convient de compléter le considérant comme suit :

« ... Service de santé administratif, modifié par les arrêtés royaux des 8 mars 1965 et 13 mai 1999, trouve à s'appliquer; ».

Alinéa 10

Il convient de compléter le considérant comme suit :

« ... l'Office médico-légal, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1991, trouve à s'appliquer; ».

Alinéa 13

L'arrêté royal du 27 octobre 1995 relatif au brevet de conduite exigé pour la navigation sur les voies navigables du Royaume en ce qui concerne le transport de passagers a été abrogé et remplacé par l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes. Il convient, dès lors, de rédiger le considérant comme suit :

« Considérant que l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, trouve à s'appliquer; ».

Tweede tot vijftiende lid

Het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd met toepassing van de artikelen 5, eerste lid, en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, welke artikelen worden genoemd in het eerste lid van de aanhef. De ontworpen regeling bezit geen andere rechtsgrond dan deze bepalingen.

Naar de overige bepalingen die in de aanhef vermeld worden, wordt alleen verwezen om de reikwijdte van de regeling te bepalen, door te vermelden binnen welk wettelijk en reglementair kader ze wordt ingevoerd.

Het verdient aanbeveling deze bepalingen op te nemen in het verslag aan de Koning, waarin er reeds enkele worden vermeld. Aangezien in het verslag aan de Koning juridische regels worden aangegeven die de wettelijke voorwaarden vormen waaronder de Koning gemachtigd is om op te treden, is het niet noodzakelijk deze in de aanhef in herinnering te brengen (1).

Mochten deze juridische regels niettemin in de aanhef worden gehandhaafd, dan moeten zij ingeleid worden met het woord "overwegende", en niet met de woorden "gelet op", op zodanige wijze dat de hogere regelingen voorafgaan aan de lagere, en dat zij gerangschikt zijn naar tijdsorde. De volgorde van de leden van de aanhef behoort in die zin te worden verbeterd.

Deze overwegingen dienen als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat de wet (het koninklijk besluit,...) van..., van toepassing is; ».

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt eveneens gevestigd op het feit dat het nuttig is om precies aan te geven welke bepalingen van de teksten die in die overwegingen genoemd worden specifiek noodzakelijk zijn voor een goed begrip van het ontwerp van koninklijk besluit.

Tweede lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, van toepassing is; ».

Derde lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, gewijzigd bij de wet van 11 december 1998, welke wet op 1 september 2001 in werking is getreden, inzonderheid artikel 4, van toepassing is; ».

Vijfde lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wetten van 13 februari 1998, 28 februari 1999, 5 maart 1999 en 7 april 1999, van toepassing is; ».

Zevende lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door de Administratieve Gezondheidsdienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 maart 1965 en 13 mei 1999, van toepassing is; ».

Tiende lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat het koninklijk besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneskundige Dienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 november 1991, van toepassing is; ».

Dertiende lid

Het koninklijk besluit van 27 oktober 1995 betreffende het stuurbrevet vereist voor het bevelen van de scheepvaartwegen van het Rijk met betrekking tot het vervoer van passagiers is opgeheven en vervangen door het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer. Het lid behoort bijgevolg als de volgende overweging te worden gesteld :

« Overwegende dat het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, van toepassing is; ».

Alinéa 14

Il convient de compléter cet alinéa comme suit :

« ... permis de conduire, modifié par les arrêtés royaux des 7 mai 1999 et 20 juillet 2000 (...); ».

Alinéa 15

Il convient de compléter cet alinéa comme suit :

« ... du personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 20 juillet 2000, 9 février 2001, 19 juillet 2001 et 11 décembre 2001 (...); ».

Alinéa 16

Il convient de compléter cet alinéa comme suit :

« ... services publics, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000 (...); ».

Alinéas 19 et 20

Il convient de remplacer les alinéas relatifs à l'avis du Conseil d'Etat par les deux alinéas suivants :

« Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois,

Vu l'avis 32.328/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 janvier 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

Dispositif

Article 6

La transmission à la Commission de la protection de la vie privée de la liste des personnes autorisées doit être rendue obligatoire (2).

Il convient donc d'écrire

« Art. 6. La liste des personnes désignées conformément à l'article 1^{er} du présent arrêté, avec indication de leur titre et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée. »

(1) Voir avis 30.675/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 mai 2001, sur un projet devenu l'arrêté royal du 26 septembre 2001 organisant l'accès aux informations et l'usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans le chef de la division des Pensions de la direction du Personnel et des Affaires sociales de la Société nationale des Chemins de fer belges.

(2) Voir avis 31.775/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2001, sur un projet d'arrêté royal « accordant l'accès aux informations du Registre national des personnes physiques et l'utilisation du numéro d'identification aux commissions de libération conditionnelle ».

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

P. Quertainmont, J. Jaumotte, conseillers d'Etat;

J. van Compernelle, B. Glansdorff, assesseurs de la section de législation;

Mme G. Minnaert, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme. G. Martou, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

G. Minnaert.

Le président,

Y. Kreins.

Veertiende lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 mei 1999 en 20 juli 2000, van toepassing is; ».

Vijftiende lid

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1999, 20 juli 2000, 9 februari 2001, 19 juli 2001 en 11 december 2001, van toepassing is; ».

Zestiende lid

De overweging behoort als volgt te worden gesteld :

« Overwegende dat het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot regeling van het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, van toepassing is; ».

Negentiende en twintigste lid

De leden betreffende het advies van de Raad van State dienen door de volgende twee leden te worden vervangen :

« Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op advies 32.328/2 van de Raad van State, gegeven op 28 januari 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; ».

Dispositief

Artikel 6

De toezending aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de lijst van gemachtigde personen moet verplicht worden gemaakt (2).

Er behoort derhalve te worden geschreven :

« Art. 6. De lijst van de overeenkomstig artikel 1 van dit besluit aangewezen personen, met vermelding van hun hoedanigheid en functie, wordt jaarlijks opgemaakt en met dezelfde regelmaat toegezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. »

(1) Zie advies 30.675/2 dat de Raad van State op 16 mei 2001 heeft gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 26 september 2001 tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de afdeling Pensioenen van de directie van het Personeel en Sociale Zaken van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

(2) Zie advies 31.775/2 van de Raad van State, gegeven op 24 september 2001, over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

P. Quertainmont, J. Jaumotte, staatsraden;

J. van Compernelle, B. Glansdorff, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. G. Minnaert, toegevoegd griffier.

Het verslag werd opgesteld door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. Martou, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

G. Minnaert.

De voorzitter,

Y. Kreins.

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal autorisant l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, à accéder aux informations du Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par les lois des 19 juillet 1991, 30 mars 1995 et 31 mai 2001, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Considérant que la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, trouve à s'appliquer;

Considérant que la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifiée par la loi du 11 décembre 1998, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2001, notamment l'article 4, trouve à s'appliquer;

Considérant que la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifiée par les lois des 13 février 1998, 28 février 1999, 5 mars 1999 et 7 avril 1999, trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 10 août 1939 relatif à la suppression des commissions provinciales des pensions trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 18 août 1939 relatif à l'organisation des examens médicaux par le Service de santé administratif, modifié par les arrêtés royaux des 8 mars 1965 et 13 mai 1999, trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 25 juillet 1969 organique de l'Office médico-social de l'Etat, notamment les articles 1^{er}, 2 et 13, alinéa 1^{er}, trouve à s'appliquer;

Considérant que le Règlement du Service de santé administratif trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 11 avril 1975 réorganisant l'Office médico-légal, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1991, trouve à s'appliquer;

Considérant que le Règlement général pour la Protection du Travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté ministériel du 8 février 1985 réglementant les conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, modifié par les arrêtés royaux des 7 mai 1999 et 20 juillet 2000, trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 1999, 20 juillet 2000, 9 février 2001, 19 juillet 2001 et 11 décembre 2001, trouve à s'appliquer;

Considérant que l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificat de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, trouve à s'appliquer;

Considérant l'arrêté royal du 13 mai 1999 organisant le contrôle médical des agents de certains services publics, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, trouve à s'appliquer;

Vu l'avis n° 08/2001 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 28 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.328/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 janvier 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit waarbij het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, wordt gemachtigd zich toegang te verstrekken tot de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en het identificatienummer ervan te gebruiken

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 30 maart 1995 en 31 mei 2001, en op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Overwegende dat de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, van toepassing is;

Overwegende dat de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens, gewijzigd bij de wet van 11 december 1998, welke wet op 1 september 2001 in werking is getreden, inzonderheid artikel 4, van toepassing is;

Overwegende dat de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wetten van 13 februari 1998, 28 februari 1999, 5 maart 1999 en 7 april 1999, van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 10 augustus 1939 betreffende de afschaffing van de provinciale pensioencommissies van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door de Administratieve Gezondheidsdienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 maart 1965 en 13 mei 1999, van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 25 juli 1969 tot oprichting van de Sociaal-medische Rijksdienst, inzonderheid de artikelen 1, 2 en 13, eerste lid, van toepassing is;

Overwegende dat het Reglement van de Administratieve Gezondheidsdienst van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, gewijzigd bij de koninklijk besluit van 14 november 1991, van toepassing is;

Overwegende dat het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, van toepassing is;

Overwegende dat het ministerieel besluit van 8 februari 1985 houdende regeling van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 mei 1999 en 20 juli 2000, van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 1999, 20 juli 2000, 9 februari 2001, 19 juli 2001 en 11 december 2001, van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, van toepassing is;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot regeling van het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2000, van toepassing is;

Gelet op het advies nr. 08/2001 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 28 maart 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 mei 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op advies 32.328/2 van de Raad van State, gegeven op 28 januari 2002 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Accès aux informations*

Article 1^{er}. Dans le cadre de ses missions légales et réglementaires, l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement est autorisée à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, 5° et 6°, 8° et 9°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est uniquement autorisé pour une exécution plus efficace des tâches relatives aux expertises médicales auprès de fonctionnaires et d'autres personnes, dans le cadre des missions de l'Administration précitée.

L'accès aux informations est réservé :

- 1° au directeur général de l'Administration de l'Expertise médicale;
- 2° au chef de service des services logistiques du service Classement de cette Administration;
- 3° aux agents que les fonctionnaires visés au 1° et au 2° désignent nommément et par écrit au sein de leurs services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs compétences respectives.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de trente années qui précède la date d'interrogation desdites informations.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être utilisées qu'aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 2. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

- 1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux;
- 2° Les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

CHAPITRE II. — *Utilisation du numéro d'identification*

Art. 3. Les fonctionnaires et agents de l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques. L'autorisation d'utiliser le numéro d'identification est limitée à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

Art. 4. Le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, en vue de l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement de ces tâches avec :

- 1° le titulaire du numéro ou son représentant légal;
- 2° les autorités publiques et organismes qui, conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes reçu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Le numéro d'identification ne peut pas être apposé sur les documents susceptibles d'être portés à la connaissance de tiers autres que les personnes, autorités et organismes visés à l'alinéa 2.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toegang tot de informatiegegevens*

Artikel 1. In het kader van zijn wettelijke en reglementaire opdrachten wordt aan het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 3°, 5° en 6°, 8° en 9°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen

De toegang tot de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens geldt uitsluitend voor een doelmatiger uitvoering van de taken met betrekking tot de medische expertises bij ambtenaren en andere personen, binnen het kader van de opdrachten van het bovenvermelde Bestuur.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

- 1° aan de directeur-generaal van het Bestuur voor de Medische Expertise;
- 2° aan het diensthoofd van de logistieke diensten van de dienst Klasement van dit Bestuur;
- 3° aan de personeelsleden die de onder 1° en 2° vermelde ambtenaren binnen hun diensten bij naam en schriftelijk aanwijzen, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die aan de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens worden aangebracht, wordt beperkt tot een periode van dertig jaar die aan de datum van opvraging van de gegevens voorafgaat.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden. Zij mogen niet medegedeeld worden aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

- 1° de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers;
- 2° de openbare overheden en instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, voor de informatiegegevens die hun mogen worden medegedeeld krachtens hun aanwijzing en in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden met het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu onderhouden.

HOOFDSTUK II. — *Gebruik van het identificatienummer*

Art. 3. Aan de onder artikel 1, derde lid, bedoelde ambtenaren en personeelsleden van het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, wordt machtiging verleend om het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken. De machtiging tot het gebruik van het identificatienummer is beperkt tot het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken.

Art. 4. Voor interne beheersdoeleinden mag het identificatienummer uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu worden bijgehouden, voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, bedoelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van deze taken noodzakelijk zijn, met :

- 1° de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;
- 2° de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het identificatienummer te gebruiken en die optreden tot uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Het identificatienummer mag niet worden aangebracht op de documenten die vatbaar zijn om ter kennis te worden gebracht van andere derden dan de in het tweede lid bedoelde personen, overheden en instellingen.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, souscrivent une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité des informations obtenues du Registre national.

Art. 6. La liste des personnes désignées conformément à l'article 1^{er} du présent arrêté, avec indication de leur titre et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 7. L'identité de toute personne qui sollicite les informations visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, auprès de l'Administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, est consignée par cette Administration dans un système de contrôle. Ces informations sont conservées pendant six mois.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 2571

[C - 2003/00497]

15 JUIN 2003. — Arrêté royal établissant la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 18 avril 2003 déterminant le modèle de la déclaration visée à l'article 6 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, et fixant le modèle des déclarations consignnant les dépenses électorales engagées par les partis politiques à des fins de propagande électorale et d'origine des fonds par eux utilisés pour couvrir ces dépenses et fixant le modèle de récépissé de ces déclarations

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 76, § 1^{er}, 1^o, et § 3, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu le projet de traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 18 avril 2003 déterminant le modèle de la déclaration visée à l'article 6 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, et fixant le modèle des déclarations consignnant les dépenses électorales engagées par les partis politiques à des fins de propagande électorale et d'origine des fonds par eux utilisés pour couvrir ces dépenses et fixant le modèle de récépissé de ces déclarations, établi par le Service central de traduction allemande du Commissariat d'arrondissement adjoint à Malmedy;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le texte annexé au présent arrêté constitue la traduction officielle en langue allemande de l'arrêté ministériel du 18 avril 2003 déterminant le modèle de la déclaration visée à l'article 6 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, et fixant le modèle des déclarations consignnant les dépenses électorales engagées par les partis politiques à des fins de propagande électorale et d'origine des fonds par eux utilisés pour couvrir ces dépenses et fixant le modèle de récépissé de ces déclarations.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 1, derde lid, ondertekenen een verklaring waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen.

Art. 6. De lijst van de overeenkomstig artikel 1 van dit besluit aangewezen personen, met vermelding van hun hoedanigheid en functie, wordt jaarlijks opgemaakt en met dezelfde regelmaat toegezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 7. De identiteit van eenieder die bij het Bestuur van de Medische Expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu de gegevens bedoeld in artikel 1, eerste lid, opvraagt, wordt door dit Bestuur opgetekend in een controlesysteem. Deze gegevens worden zes maanden bijgehouden.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 2571

[C - 2003/00497]

15 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 18 april 2003 tot vaststelling van het model van de verklaring bedoeld bij artikel 6 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, en tot vaststelling van het model van de aangiften van de verkiezingsuitgaven die de politieke partijen gedaan hebben voor verkiezingspropaganda en van de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken en tot vaststelling van het ontvangstbewijs van die aangiften

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 76, § 1, 1^o, en § 3, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het ontwerp van officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 18 april 2003 tot vaststelling van het model van de verklaring bedoeld bij artikel 6 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, en tot vaststelling van het model van de aangiften van de verkiezingsuitgaven die de politieke partijen gedaan hebben voor verkiezingspropaganda en van de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken en tot vaststelling van het ontvangstbewijs van die aangiften, opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling van het Adjunct-arrondissementscommissariaat in Malmedy;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde tekst is de officiële Duitse vertaling van het ministerieel besluit van 18 april 2003 tot vaststelling van het model van de verklaring bedoeld bij artikel 6 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, en tot vaststelling van het model van de aangiften van de verkiezingsuitgaven die de politieke partijen gedaan hebben voor verkiezingspropaganda en van de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken en tot vaststelling van het ontvangstbewijs van die aangiften.